Cuba montre l'exemple en matière de changement climatique

Le 10 Janvier 2022 par HelenYaffe https://jacobinmag.com/2022/01/cuba-climate-change-tarea-vida-environment

Helen Yaffe est maîtresse de conférences à l'université de Glasgow. Elle est l'autrice de *We Are Cuba ! How a Revolutionary People have Survived in a Post-Soviet World* et *Che Guevara : The Economics of Revolution*.

Cuba, petite île assiégée par les États-Unis, prend des mesures concrètes pour réorienter son économie dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. C'est un exemple que le monde entier devrait prendre au sérieux.

Les gens profitent de la journée sur la côte le long du Malecon [promenade de front de mer à La Havane, NdT], le 3 juillet 2020. (Yamil Lage / AFP via Getty Images)

Cuba n'est peut-être responsable que de 0,08 % des émissions mondiales de CO2, mais cette île des Caraïbes est touchée de manière disproportionnée par les effets du changement climatique. La fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes - ouragans, sécheresse, pluies torrentielles, inondations - sont en augmentation, au détriment des écosystèmes, de la production alimentaire et de la santé publique.

Si aucune mesure n'est prise pour protéger le littoral de l'élévation du niveau de la mer, jusqu'à 10 % du territoire cubain pourrait être submergé d'ici la fin du siècle. Cela risque d'anéantir les villes côtières, de polluer les réserves d'eau, de détruire les terres agricoles, de rendre impraticables les plages touristiques et de forcer un million de personnes à se déplacer — soit environ 9 % de la population.

Mais à la différence de nombreux pays, pour lesquels l'action en faveur du climat est toujours une promesse pour l'avenir, à Cuba, des mesures sérieuses sont entreprises dès maintenant. Entre 2006 et 2020, plusieurs rapports internationaux ont désigné la nation insulaire comme le leader mondial du développement durable. Et au printemps 2017, le gouvernement cubain a approuvé Tarea Vida (https://climateandcapitalism.com/2018/04/13/project-life-cubas-action-plan-prepares-for-climate-change/)("Objectif vie"), son plan à long terme pour faire face au changement climatique.

Ce plan identifie les populations et les régions à risque, formulant une hiérarchie de "zones stratégiques" et de "tâches" en faveur desquelles des climatologues, des écologistes et des experts en sciences sociales travaillent aux côtés des communautés locales, des spécialistes et des autorités pour répondre aux menaces spécifiques. Devant être mis en œuvre progressivement par étapes de 2017 jusqu'en 2100, Tarea Vida intègre également des mesures d'atténuation telles que le passage à des sources d'énergie renouvelables et la mise en œuvre légale des dispositions relatives à la protection de l'environnement.

Au cours de l'été 2021, je suis allée à Cuba pour en apprendre plus sur Tarea Vida et produire un documentaire qui sera diffusé lors de la conférence internationale sur le changement climatique COP26 à Glasgow.

Inondations à La Havane lors de l'ouragan Irma en 2017 Photo Climate and capitalism

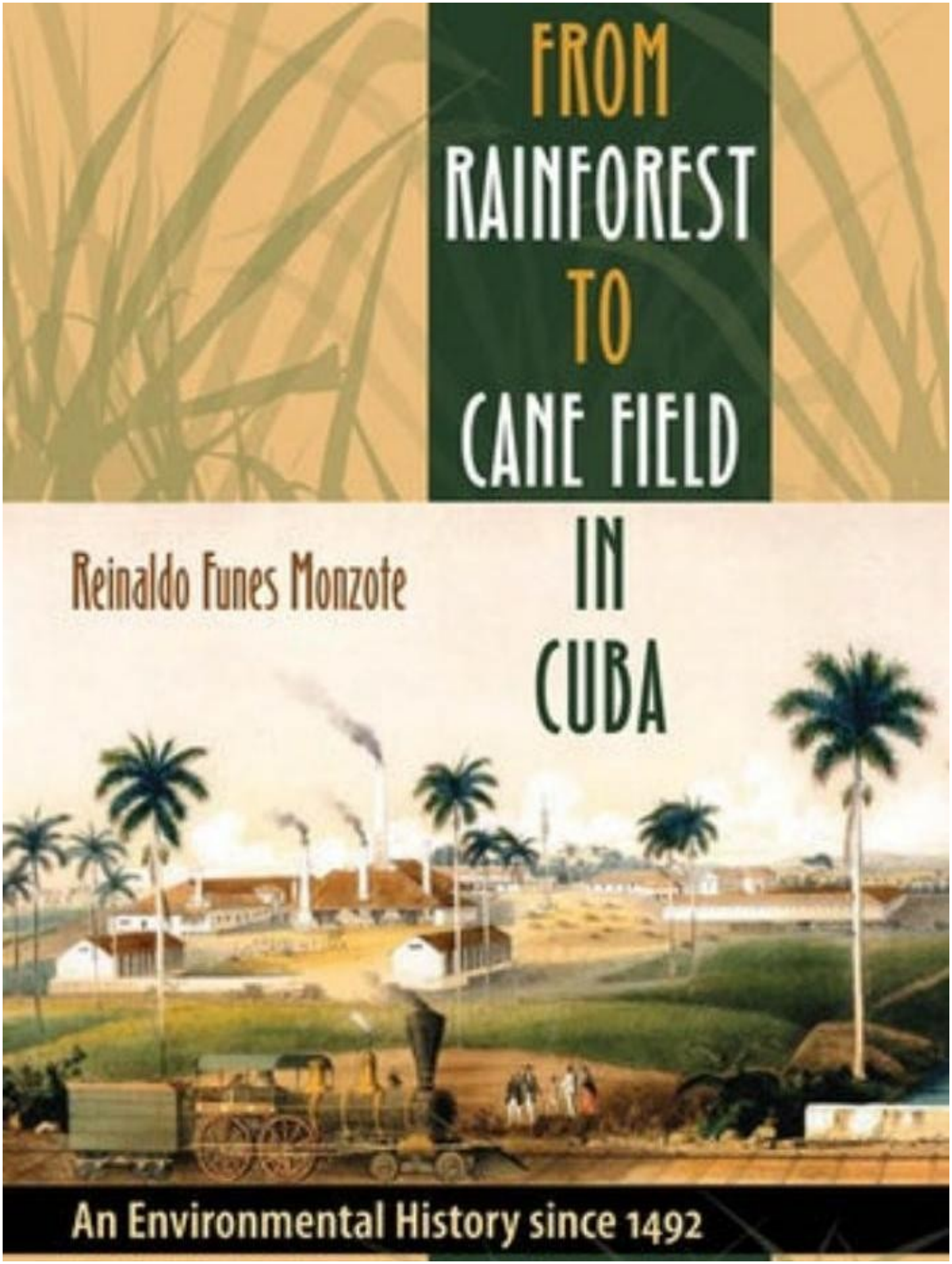
Ma visite a coïncidé avec une recrudescence des cas de COVID-19 sur l'île, des mesures de santé publique imposées pour réduire la contagion, ainsi qu'avec les manifestations du 11 juillet. En dépit de ces aléas, nous nous sommes déplacés librement dans La Havane et avons pu interroger des climatologues et des spécialistes des sciences sociales, des décideurs politiques, des responsables de la défense civile cubaine, des personnes dans la rue et des communautés vulnérables au changement climatique.

Sur le littoral de Santa Fe à La Havane, j'ai rencontré un pêcheur vivant avec sa famille au milieu de bâtiments abandonnés. Il m'a expliqué que, lorsque l'eau inonde le rez-de-chaussée, leur maison est comme un navire en mer. Malgré la menace, ils ont l'intention de rester : « Cette maison pourrait se réduire à un simple étage ; je ne bougerai pas », dit-il.

La première "tâche" de Tarea Vida consiste à protéger ces communautés vulnérables en relogeant des ménages ou des quartiers entiers. L'État cubain prend en charge la relocalisation, y compris la construction de nouveaux logements, de services sociaux et d'infrastructures publiques. Cependant, ce n'est pas quelque chose d'obligatoire, ce qui veut dire que ces résidents doivent être impliqués dans le processus de décision et de construction. Il existe également des exemples de communautés proposant leurs propres stratégies d'adaptation, leur permettant de rester sur la côte.

Des siècles d'exploitation d'abord coloniale puis impérialiste et l'imposition du modèle agro-exportateur ont entraîné une déforestation et une érosion chroniques des sols à Cuba.

Faire face au changement climatique, une priorité pour Cuba (photo Cuba Plus)



De la forêt pluviale aux champs de canne à Cuba

Tarea Vida est l'aboutissement de décennies de réglementations en faveur de la protection de l'environnement, de promotion d'un développement durable et de recherche scientifique. À Cuba, elle est conçue comme une nouvelle

référence de développement, faisant partie d'un changement culturel et d'un processus plus large de décentralisation des responsabilités, des pouvoirs et des budgets vers les communautés locales. Nous constatons ici que les considérations environnementales font partie intégrante de la stratégie nationale de développement de Cuba, et qu'elles ne sont pas seulement une préoccupation à la marge. Tarea Vida répond également à une nécessité ; le changement climatique a déjà un impact sur la vie sur l'île. « Aujourd'hui, à Cuba, le climat du pays est en pleine transition, passant d'un climat tropical humide à un climat subhumide, ce qui signifie que le régime des pluies, les ressources en eau, la nature du sol et les températures seront différents, explique Orlando Rey Santos, conseiller ministériel qui a dirigé la délégation cubaine à la COP26. Nous devrons nous nourrir différemment, construire différemment, nous habiller différemment. C'est très complexe. »

"De la forêt tropicale au champ de canne"

Des siècles d'exploitation d'abord coloniale puis impérialiste et la généralisation d'un modèle agro-exportateur ont entraîné une déforestation chronique et conduit à l'érosion des sols à Cuba. L'expansion de l'industrie sucrière a réduit la couverture forestière de l'île qui est passée de 95 % avant la colonisation à 14 % au moment de la révolution de 1959, transformant Cuba « de forêt tropicale en champ de canne à sucre », comme l'historien cubain de l'environnement Reinaldo Funes Monzote a intitulé son livre primé. Remédier à cet héritage historique s'est inscrit dans le projet de transformation révolutionnaire de l'après-1959, qui visait à briser les chaînes du sous-développement.

En dépit des premières aspirations des révolutionnaires, Cuba a continué à être dominée par l'industrie sucrière via ses échanges commerciaux avec le bloc soviétique [En 1989, 95% du pays était doté de l'électricité grâce à des accords avec l'URSS, accords qui permettaient aux cubains de bénéficier du pétrole soviétique en échange de sucre, NdT]. Les activités productives contribuant à la pollution et à l'érosion se sont poursuivies, notamment en raison de l'adoption par Cuba de la "Révolution Verte" de l'agriculture mécanisée [introduction massive de produits phytosanitaires et d'engrais chimiques, de tracteurs, de semences hybrides et de systèmes d'irrigation à grande échelle, NdT] — une approche adoptée dans de nombreux pays en développement pour accroître la production agricole.

Toutefois, les effets délétères ont été progressivement reconnus et peu à peu corrigés, notamment à partir des années 1990. On s'est de plus en plus préoccupé de la protection des richesses naturelles de l'archipel cubain, qui possède une biodiversité extraordinaire et des ressources côtières d'importance mondiale. L'agenda environnemental a été soutenu par la capacité scientifique et institutionnelle de Cuba et facilité par son cadre politico-économique.

Cuba vit une nouvelle révolution agricole : de l'agriculture intensive à l'agroforesterie © Miriane Demers-lemay

Dans son ouvrage sur le droit cubain de l'environnement, Oliver A. Houck a observé que : « le droit cubain post-

révolutionnaire a promu dès le départ les valeurs publiques et collectives. Les lois environnementales s'inscrivent aisément dans ce cadre ». Dès mai 1959, la loi sur la réforme agraire confie à l'État la responsabilité de protéger les zones naturelles, lance des programmes de reboisement et exclut les réserves forestières de la distribution aux collectivités agricoles. Le système socialiste cubain donne la priorité au bien-être humain, et le caractère social de la propriété facilite la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Ce processus n'était pas automatique — en fait il a été nécessaire que des géographes et des environnementalistes fassent avancer le programme du gouvernement de l'après-1959 concernant l'environnement. Parmi eux, Antonio Núñez Jiménez, socialiste et professeur de géographie dans les années 1950, s'est particulièrement distingué. Il a été capitaine dans la colonne de l'Armée rebelle de Che Guevara et a dirigé l'Institut national de la réforme agraire, entre autres rôles.

Influencé par Núñez Jiménez, Fidel Castro a également dynamisé le mouvement environnemental cubain. Tirso W. Sáenz, qui a travaillé en étroite collaboration avec Guevara au début des années 1960 et a dirigé la première commission environnementale de Cuba à partir de 1976, m'a dit : « Fidel a été le principal moteur de l'intégration des préoccupations environnementales dans la politique cubaine.» Le parti communiste cubain a également ouvertement approuvé la protection de l'environnement et la croissance durable, ce qui, selon Houck, « confère une très forte légitimité aux programmes environnementaux.»

Tarea Vida s'appuie sur les résultats obtenus par Cuba, leader mondial en matière d'anticipation et de réaction aux risques et aux catastrophes naturelles.

Ça se passe à Cuba. Photo Havana Times

En 1976, Cuba a été l'un des premiers pays au monde à inclure les questions environnementales dans sa constitution, et à créer une Commission nationale pour la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. C'était onze ans avant que, pour la première fois, le rapport Brundtland des Nations unies ne présente au monde la notion de "développement durable". Au cours des décennies suivantes, des études et des projets ont été entrepris et des réglementations environnementales introduites pour protéger la faune et la flore.

En 1992, Fidel Castro a prononcé un discours inhabituellement court mais suffisamment alarmiste lors du Sommet de la Terre au Brésil. Il a imputé la responsabilité de la destruction rapide de l'environnement aux relations internationales fondées sur l'exploitation et les inégalités, résultant du colonialisme et de l'impérialisme et alimentées par les sociétés de consommation capitalistes, qui menacent l'humanité d'extinction.

Cette année-là, un engagement en faveur du développement durable a été introduit dans la constitution cubaine. Des enquêtes scientifiques sur l'impact du changement climatique à Cuba ont été lancées. En 1994, un nouveau ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement (CITMA) a été mis en place. Il a élaboré une stratégie nationale

pour l'environnement, cette dernière a été adoptée en 1997, cette même année, la loi 81 a été approuvée par l'Assemblée nationale. Laura Rivalta, diplômée en droit de l'Université de La Havane et spécialiste des réglementations environnementales, explique que cette loi a donné au CITMA de larges pouvoirs pour « contrôler, diriger et mettre en œuvre une politique environnementale » tout en fixant des « frontières et des limites » aux activités des entreprises étrangères opérant à Cuba. « La nouvelle Constitution cubaine approuvée en 2019 établit le droit de jouir d'un environnement sain et équilibré en tant que droit humain », ajoute-t-elle.

Le changement climatique risque de causer la disparition de 14 lieux habités à Cuba d'ici 2050 (Photo Alex Meier via Unsplash)

Ne pas être à la solde du profit

Quatre facteurs sous-tendent la capacité de Cuba à mettre en place un plan d'État aussi ambitieux. Tout d'abord, l'économie cubaine, dominée par l'État et planifiée de manière centralisée, contribue à aider le gouvernement à mobiliser des ressources et à orienter la stratégie nationale sans avoir à encourager le profit privé - contrairement à d'autres pays qui s'appuient sur des "solutions de marché" pour lutter contre le changement climatique.

Deuxièmement, Tarea Vida s'appuie sur le bilan de Cuba, leader mondial en matière d'anticipation et de réponse aux risques et aux catastrophes naturelles. Cela a déjà été fréquemment démontré dans le cadre de ses réactions aux ouragans et, depuis mars 2020, en relation avec la pandémie COVID-19.

Troisièmement, le système de défense civile de Cuba, mis en place après l'ouragan dévastateur Flora de 1963. Lors de ma visite au centre de commandement national, le lieutenant-colonel Gloria Gelis Martínez a décrit leurs « procédures opérationnelles et techniques en matière d'alerte précoce concernant l'impact des phénomènes météorologiques extrêmes. Nous avons des zones de surveillance et des zones d'alerte maximale où nous surveillons l'approche d'un événement et son impact. »

Un Conseil national de défense coordonne ce système, qui est répliqué au niveau des provinces, des municipalités et des quartiers dans tout le pays. Le météorologue Eduardo Planos explique : au niveau local, les centres d'étude des risques se concentrent sur le phénomène spécifique, et on organise le quartier. Dans chaque quartier, les organismes sociaux prennent des mesures préventives. Les gouvernements locaux mettent en place des conseils de défense locaux, ces derniers gèrent le fonctionnement du système, distribuent des aliments de base pour que les gens n'en manquent pas, et vérifient les installations électriques et le plan d'évacuation.

Quatrièmement, la capacité de Cuba à collecter et à analyser les données locales. Rey Santos souligne ce que cela signifie concrètement : Les études indiquent que l'élévation moyenne du niveau de la mer sera d'environ 29 centimètres d'ici 2050. Cependant, nous avons effectué la même analyse pour 66 points du territoire national, car il existe des différences en fonction des conditions locales. Réaliser une telle analyse, en transposant les données du GIEC sur l'élévation du niveau de la mer à l'échelle mondiale à chaque endroit de Cuba, ne peut se faire que si l'on s'appuie sur des données scientifiques solides.

Tarea Vida : ça marche

Les résultats 2017-2020 " à court terme " de Tarea Vida sont actuellement en cours d'évaluation. Cette période a coïncidé avec la présidence de Donald Trump et le début de la pandémie de COVID-19. L'administration Trump a considérablement durci les sanctions américaines contre Cuba, entravant davantage son accès aux ressources et aux finances. La pandémie a encore affaibli l'économie à cause de la perte de revenus du tourisme. Néanmoins, des résultats tangibles ont été obtenus : 11 % des habitants des foyers côtiers les plus vulnérables ont été relogés, des fermes coralliennes ont été créées, 380 km² de mangroves ont été récupérés, elles servent de défense côtière naturelle, et 1 milliard de pesos [36 331 256, 79 Euros, NdT] ont été investis dans le programme hydraulique du pays. Les programmes de reboisement mis en œuvre depuis 1959 ont permis de porter la couverture forestière à 30 %.

Quels enseignements les autres pays du Sud peuvent-ils en tirer ? Dans l'accord de Copenhague de décembre 2009, les pays en développement se sont engagés à financer le climat à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020. Mais cet engagement n'a pas été respecté. « Ils comptent les financements deux fois, comptent l'argent promis mais non attribué, comptent comme des dons l'argent que reçoit un pays mais qui est en fait remboursé parce qu'il s'agit d'un prêt », se plaint Rey Santos. « Le financement international est totalement orienté en faveur de l'atténuation, qui est un business. Il y a beaucoup moins d'argent pour l'adaptation. Le financement est extrêmement ténu pour les petits États insulaires en développement [PEID], qui font partie des groupes les plus vulnérables.» Il décrit de "magnifiques" plans de lutte contre le changement climatique, élaborés pour se conformer aux engagements internationaux, puis classés. En revanche, « à Cuba, Tarea Vida est un processus vivant, un aboutissement du système qui l'a généré. »

L'approche cubaine de l'adaptation au changement climatique offre une alternative aux paradigmes dominants au niveau mondial, qui eux reposent sur le secteur privé.

L'accès de Cuba au financement international est plus limité que celui des autres pays en raison du blocus américain, qui l'empêche d'accéder aux banques multilatérales de développement. Cuba dépend plutôt de la coopération bilatérale et des Nations unies pour le financement et la coopération. Ce n'est pas seulement Cuba qui est frappé directement par les pressions et sanctions américaines, celles-ci visent également ses partenaires potentiels dans les pays tiers. Par exemple, les États-Unis interdisent que soient vendus à Cuba des équipements dont 10 % ou plus des composants sont fabriqués par des entreprises américaines.

L'approche cubaine de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets offre une alternative aux paradigmes dominants à l'échelle mondiale, qui eux reposent sur le secteur privé ou les partenariats public-privé. Elle est de plus en plus pertinente pour les PEID (petits États insulaires en développement) des Caraïbes, qui dépendent du tourisme, et pour d'autres pays du Sud qui émergent de la pandémie de COVID-19 en connaissant un niveau d'endettement qui entravera leur accès futur au financement international. Ils se rapprocheront ainsi des restrictions financières et de ressources auxquelles Cuba est confronté depuis des décennies en raison des sanctions américaines. Tarea Vida s'appuie sur des solutions nationales peu coûteuses, et non sur des financements extérieurs.

Rey Santos met en garde contre toute tentative de proposer un programme en faveur du climat sans s'attaquer aux problèmes structurels tels que l'extrême pauvreté et les profondes inégalités sociales et économiques. Selon lui, il est impossible de convertir la matrice énergétique mondiale pour passer des combustibles fossiles aux énergies renouvelables sans réduire les niveaux de consommation, alors qu'il n'y a pas suffisamment de ressources pour produire

les panneaux solaires et les éoliennes nécessaires ou alors parce que l'espace pour les accueillir est insuffisant. « Si vous transformiez automatiquement tous les transports en véhicules électriques demain, vous auriez les mêmes problèmes de congestion, de stationnement, d'autoroutes et de forte consommation d'acier et de ciment, souligne-t-il. Un changement doit s'opérer dans le mode de vie, dans nos aspirations. Cela fait partie du débat sur le socialisme, des idées de Che Guevara sur 'l'homme nouveau'. Si nous ne formons pas cet homme nouveau, il est très difficile d'affronter la question du climat. »

Un plan comme Tarea Vida exige une vision qui ne soit pas orientée vers le profit ou l'intérêt personnel. « Il doit être fondé sur l'équité sociale et le rejet des inégalités. Un plan de cette nature requiert un système social différent, et c'est le socialisme », conclut-il.

Il est clair que ce cadre d'économie politique n'existe pas dans d'autres PEID. Mais alors que le sommet de la COP26 à Glasgow a montré une fois de plus le manque de détermination des gouvernements à agir sur le climat et leur refus d'empiéter sur les intérêts privés, l'approche cubaine consistant à utiliser la science environnementale, les solutions naturelles et la participation de la communauté peut fournir des exemples de meilleures pratiques à ceux qui veulent faire face à la catastrophe climatique.

Tarea Vida combat le changement climatique

La première en ligne du documentaire de l'auteur, *Cuba's Life Task : Combating Climate Change* a lieu sur YouTube le mardi 11 janvier à 14 heures (heure de l'Est des USA). Il restera disponible pour le visionnage, avec des sous-titres en plusieurs langues. [le voici en anglais : https://www.youtube.com/watch?v=APN6N45Q6iU.]